

DOCUMENT D'INFORMATION

Des collectivités plus fortes et plus sûres

La sécurité et l'accès rapide à la justice sont un droit fondamental en Colombie-Britannique. Le budget 2025 investit encore 325 millions \$ sur trois ans pour loger les personnes vivant dans la rue et résoudre le problème des campements, pour répondre aux préoccupations du public quant aux vols, vols à l'étalage et autres infractions contre les biens, pour fournir plus de ressources aux forces de l'ordre dans leur lutte contre la criminalité, pour accroître les capacités du système juridique en vue de garantir un accès rapide à la justice et pour assurer le financement continu des programmes existants de sécurité publique.

Mettre fin aux campements et soutenir les populations les plus fragiles

Le budget 2025 prévoit 90 millions \$ supplémentaires pour financer l'expansion des programmes HEART (Homeless Encampment Action Response Team) et HEARTH (Homeless Encampment Action Response Temporary Housing) à d'autres collectivités.

En mettant en commun les efforts des administrations et des Premières Nations locales, des organismes à but non lucratif et des prestataires de soins de santé, ces programmes visent à faire entrer les personnes vivant dans la rue et dans les campements dans le réseau des services de soutien, à améliorer leur accès aux refuges et à leur offrir des options de logement pour qu'on puisse fermer les campements après avoir logé les occupants.

Depuis 2023, BC Housing s'est associée à 10 municipalités pour ouvrir 15 centres HEARTH à divers endroits de la province, pour un total de 611 places temporaires dans un logement supervisé ou un refuge. Ces centres sont situés à Abbotsford, Campbell River, Chilliwack, Duncan, Kamloops, Kelowna, Nanaimo, Prince George, Vancouver et Victoria.

Protéger les collectivités

Le budget 2025 prévoit de nouveaux investissements de 235 millions \$ dans le système de justice et les programmes de sécurité publique pour protéger les individus et les collectivités.

Une nouvelle allocation de 24 millions \$ aidera à améliorer l'accès à la justice en temps utile. Elle servira entre autres à augmenter la capacité de la Cour suprême de la Colombie-Britannique et à accroître la sécurité des locaux de la Cour provinciale situés au 222 Main St à Vancouver. Elle permettra aussi de continuer l'expansion des audiences de remise en liberté en virtuel, en améliorant ainsi l'accès à la justice et la sécurité publique.

Le budget 2025 prévoit aussi 15 millions \$ sur trois ans en nouveaux fonds pour financer l'aide aux victimes, aux proches immédiats et aux témoins, ainsi que 24 millions \$ pour financer le Service des coroners de la Colombie-Britannique et la surveillance électronique par le service correctionnel de la Colombie-Britannique (BC Corrections) et multiplier les inspections-incendie.

Fournir des ressources pour le maintien de l'ordre public et la formation de policiers

Un financement supplémentaire de 67 millions \$ sur trois ans sera investi dans des programmes de sécurité de proximité, y compris un nouveau programme pilote de sécurité publique et de lutte ciblée contre la criminalité (Community Safety and Targeted Enforcement Program) qui se concentrera sur le vol, le vol à l'étalage et les autres infractions contre les biens, et donnera ainsi à la police des outils pour s'attaquer au désordre public dans les centres-villes et les zones commerciales de toute la Colombie-Britannique.

La Province continue d'investir dans l'initiative de lutte contre la récidive violente (Repeat Violent Offending Intervention Initiative) et le programme d'enquêtes spéciales et de lutte ciblée contre la criminalité (Special Investigation and Targeted Enforcement Program). Ces programmes permettent de former des équipes composées de policiers, de procureurs et d'agents de probation qui coordonnent leurs efforts pour s'attaquer à la récidive violente.

Le budget 2025 alloue au Justice Institute of B.C. un nouveau financement qui lui donnera les moyens de former 288 policiers par année au lieu de 192.

Un montant de 104 millions \$ sur trois ans servira à financer des programmes des services de police, notamment le Programme des services de police des Premières Nations et des Inuit, et les augmentations de salaire négociées par les détachements de la GRC provinciaux. Il servira aussi à appuyer le programme national de caméras d'intervention lancé en 2024 pour améliorer la fiabilité et la transparence.

Renseignements

Ministère des Finances
Relations avec les médias
250 969-0744